



PRÉFET DU RHÔNE

**Direction Départementale des  
Territoires du Rhône**

Lyon, le 27 JUIL. 2017

*Service Eau et Nature*

Dossier n°69-2017-00062

**ARRETE N°DDT\_SEN\_2017\_07\_27\_C 79**

**Portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L 211-7 du code de l'environnement pour la remise en état de 33 seuils piscicoles sur le Soanan, commune de Saint Clément sous Valsonne**

*Le Préfet de la zone de défense sud-est,  
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU l'article 3 de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU le code de l'environnement - Livre II - Titre I<sup>er</sup> et notamment les articles L 211.7 et R 214-88 à R 214-104 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Henri-Michel COMET en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF\_DIA\_BCI\_2017\_03\_06\_22 du 6 mars 2017 portant délégation de signature à M. Joël PRILLARD, directeur départemental des territoires du Rhône ;

VU la décision DDT\_SG\_2017\_05\_31\_002 du 31 mai 2017 portant délégation de signature en matière d'attributions générales ;

VU la reconnaissance d'antériorité de 33 seuils piscicoles sur le Soanan sur la commune de Saint Clément sous Valsonne au titre des rubriques 3.1.1.0, 3.1.2.0 et 3.1.5.0, en date du 16 juin 2017 ;

VU le dossier de remise en état présenté le 15 mars 2017 par le Syndicat Mixte pour le Réaménagement de la Plaine des Chères et de l'Azergues (SMRPCA) au titre des rubriques 3.1.2.0 et 3.1.5.0, et portant sur la déclaration d'intérêt général relative aux travaux visés ci-dessus ;

VU l'avis du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, en date du 15 mai 2017 ;

VU l'avis de la Fédération du Rhône et de la Métropole de Lyon pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 25 mai 2017;

VU le dossier annexé ;

VU l'absence d'observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'expropriation et de demande de participation financière aux personnes intéressées d'une part, et la nature des travaux consistant dans l'entretien et l'aménagement de cours d'eau d'autre part, qui justifient une dispense d'enquête publique conformément à l'article L 151-37 du code rural et maritime ;

CONSIDERANT que les mesures envisagées par le pétitionnaire et les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté sont de nature à prévenir les nuisances et réduire les impacts hydrauliques et environnementaux du projet sur le milieu aquatique ;

CONSIDERANT dès lors que l'exécution de l'ensemble des mesures précitées est suffisante pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de faire application de l'article L 211-7 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de M le directeur départemental des territoires du Rhône ;

## ARRETE

### **TITRE I - Déclaration d'intérêt général (DIG)**

#### **Article 1 - Objet de la déclaration d'intérêt général**

Les travaux de remise en état de 33 seuils piscicoles sur le Soanan décrits à l'article 6 du présent arrêté sont déclarés d'intérêt général.

Les parcelles privées concernées par les travaux ou les accès sont situés sur la commune de Saint Clément sous Valsonne. Un plan parcellaire les désignant est joint en annexe n°2.

#### **Article 2 - Durée de la déclaration d'intérêt général**

La déclaration d'intérêt général pour les travaux de remise en état de 33 seuils piscicoles sur le Soanan deviendra caduque à l'expiration d'un délai de 5 ans si les travaux n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel.

#### **Article 3 - Participation financière**

Aucune participation financière n'est demandée aux bénéficiaires des travaux et propriétaires des terrains.

#### **Article 4 - Information des riverains**

Les riverains seront informés de la date de commencement des travaux par affichage en mairie de Saint Clément sous Valsonne et si besoin par contact direct.

### **TITRE II - Travaux de remise en état de 33 seuils piscicoles sur le Soanan**

#### **Article 5 - Objet de l'arrêté**

Le Syndicat Mixte pour le Réaménagement de la Plaine des Chères et de l'Azergues (SMRPCA), sis 42 rue de la mairie – 69480 AMBERIEUX D'AZERGUES, est autorisé à effectuer des travaux de remise en état de 33 seuils piscicoles sur le Soanan conformément au dossier déposé le 15 mars 2017, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

#### **Article 6 – Nature des travaux**

Les travaux consistent à effacer 33 seuils piscicoles, localisés sur la commune de Saint-Clément-sous-Valsonne, en éliminant les matériaux qui les constituent :

- les matériaux liés à l'activité humaine sont extraits du lit de la rivière et amenés dans des zones de traitement de déchets puis triés sur site ;
- les matériaux naturels (graviers, rochers, bois morts) sont laissés dans le lit mineur afin d'être remobilisables par la rivière.

La localisation du projet est présentée en annexe 1.

#### **Article 7 - Caractéristiques des travaux**

Les travaux sont réalisés conformément au dossier déposé, sous réserve des dispositions du présent arrêté. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé peut entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

### **TITRE III - PRESCRIPTIONS**

#### **Article 8 - Prescriptions générales**

La DDT du Rhône (service eau et nature) et l'Agence française pour la Biodiversité sont informées au moins 10 jours à l'avance de la date de démarrage de travaux.

Les interventions dans le lit mineur du Soanan sont interdites durant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 15 mai.

Pendant la durée des travaux, le pétitionnaire veille à ne pas entraver l'écoulement des eaux.

Une pêche électrique de sauvegarde est réalisée préalablement à toute intervention en cas de besoin.

Toutes les mesures sont mises en place pour limiter le départ de matières en suspension et ne pas rejeter de matières en suspension (MES) dans les cours d'eau.

Toutes les mesures préventives sont mises en œuvre pour supprimer les risques liés à la présence d'engins à proximité de la rivière. Aucun engin ne peut circuler dans le lit mouillé de la rivière et les pistes d'accès sont balisées.

Les travaux ne doivent pas conduire à modifier la capacité d'écoulement des cours d'eau, ni les caractéristiques générales du lit et des berges. Ils ne doivent pas conduire à rehausser le niveau du terrain naturel en berge.

#### **Article 9 - Plantes invasives : Renouée du Japon et Ambroisie**

Toutes les dispositions seront prises pour éviter une dissémination de la Renouée du Japon et de l'Ambroisie. Le pétitionnaire prendra les mesures nécessaires pour éviter la contamination pendant les travaux.

#### **Article 10 - Mesures de surveillance**

Un suivi visuel et photographique avant et après travaux est conduit par le SMRPCA.

### **TITRE IV – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 11 - Conformité au dossier et modifications**

Toute modification apportée à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

#### **Article 12 - Déclaration des incidents ou accidents**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation administrative, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le pétitionnaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 13 – Arrêté complémentaire**

Si le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut imposer par arrêté complémentaire, toutes prescriptions spécifiques nécessaires, en application de l'article R.214-39 du code de l'environnement.

#### **Article 14 - Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Il appartient au pétitionnaire de se pourvoir le cas échéant auprès de qui de droit (propriétaires) pour obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux situés dans les propriétés.

#### **Article 15 - Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 16 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans les conditions fixées à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ».

#### **Article 17 - Publication**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et sur le site internet des services de l'Etat dans le Rhône. Une copie sera déposée et affichée pendant un mois au minimum, en mairie de Saint Clément sous Valsonne où cette opération sera réalisée.

Le dossier de l'opération pourra être consulté en mairie de Saint Clément sous Valsonne, à la direction départementale des territoires, service eau et nature (165 rue Garibaldi 69003 Lyon), pendant une durée de deux mois.

#### **Article 18 - Exécution**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône, le maire de Saint Clément sous Valsonne, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Pour le préfet, et par délégation  
le directeur départemental des territoires

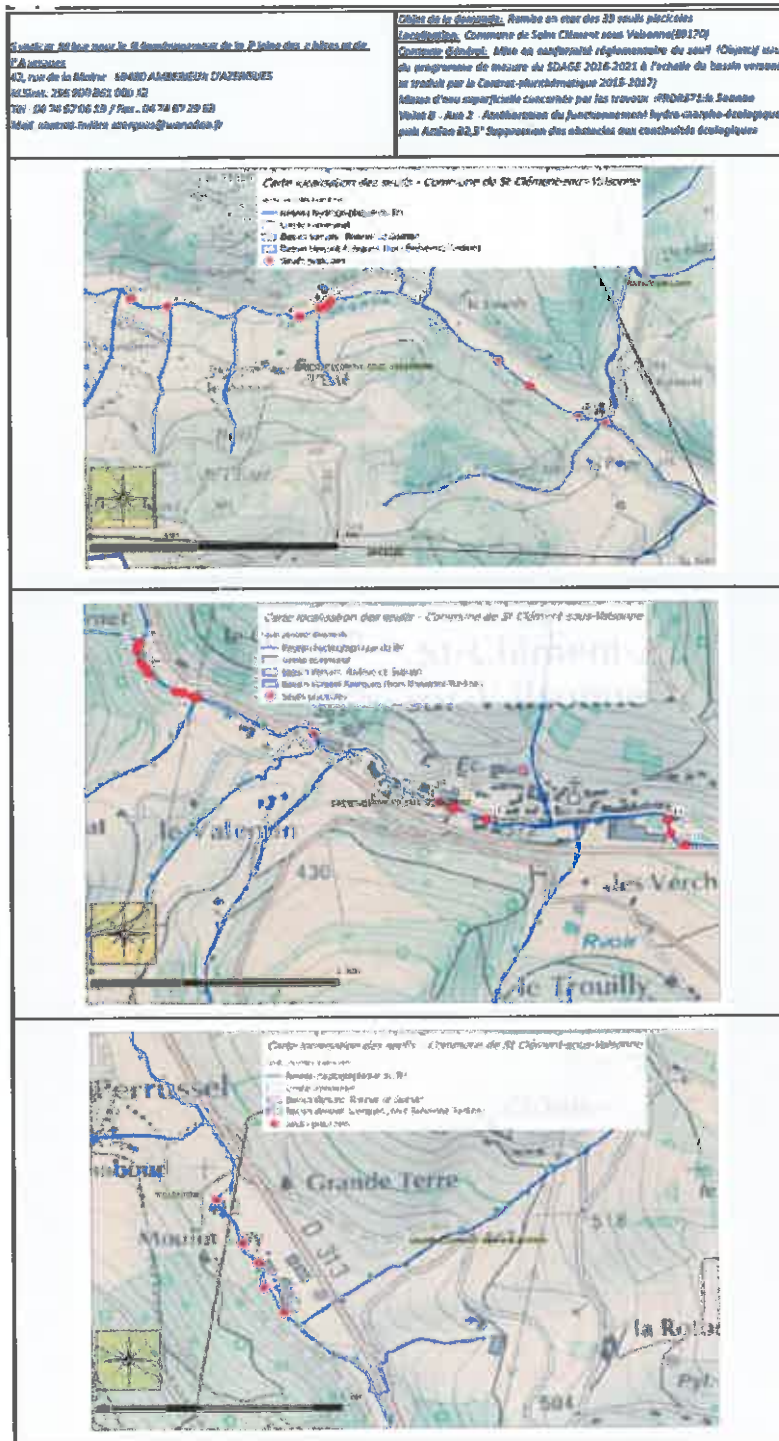
La directrice adjointe,



Marion BAZAILLE-MANCHES

# ANNEXE 1

## Localisation des travaux



Vu pour être annexé à l'arrêté N° DDT\_SEN\_2017\_07\_27\_C79  
 du 27 JUL. 2017

Pour le préfet, et par délégation  
 le directeur départemental des territoires

La directrice adjointe,

Marion BAZAILLE-MANCHES





Plan 1 : Localisation seuils 1 et 2.

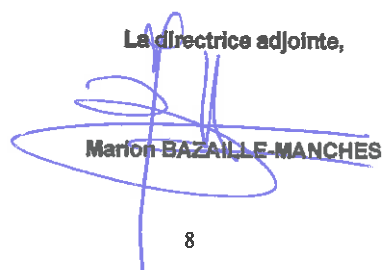


Plan 2 : Localisation seuils 3 et 4

Vu pour être annexé à l'arrêté N° DDT\_SEN\_2017\_07\_27-C79  
 du 27 JUIL. 2017

Pour le préfet, et par délégation  
 le directeur départemental des territoires

La directrice adjointe,

  
 Marion BAZAILLE-MANCHES





Plan 3 : Localisation seuils 5 et 8

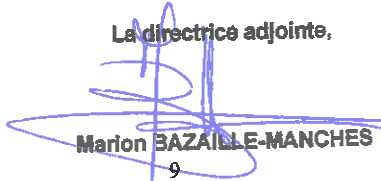


Plan 4 : Localisation seuils 9 et 10

Vu pour être annexé à l'arrêté N° DDT\_SEN\_2017\_07\_27\_C79  
du 27 JUIL. 2017

Pour le préfet, et par délégation  
le directeur départemental des territoires

La directrice adjointe,

  
Marion BAZAILLE-MANCHES



Plan 5 : Localisation seuils 11 à 13

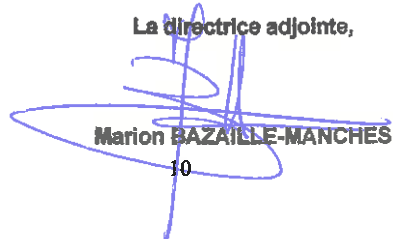


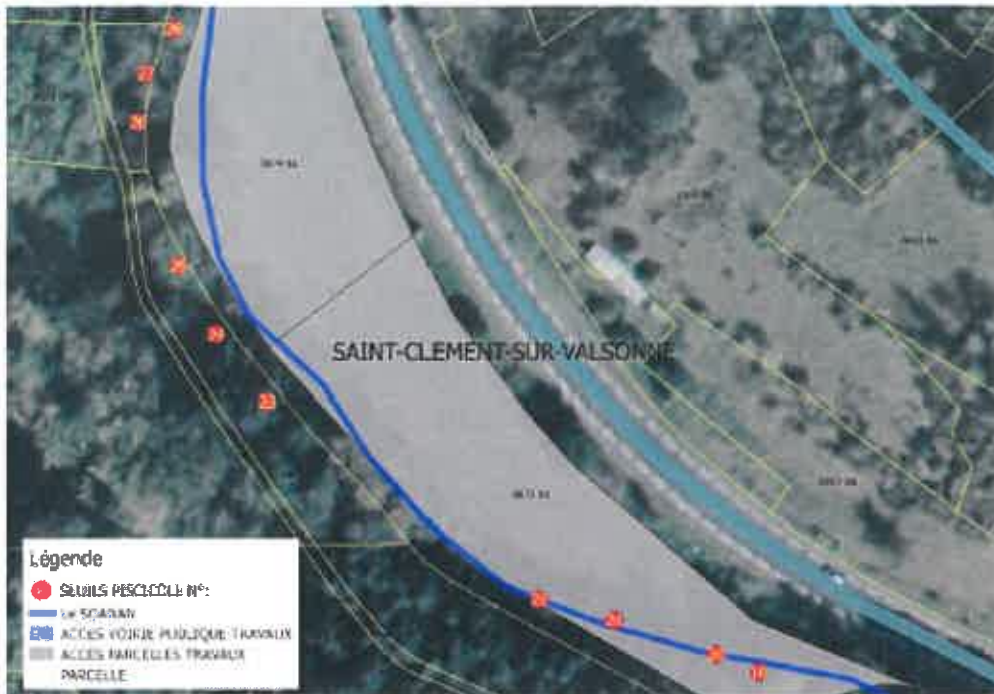
Plan 6 : Localisation seuils 14 à 16

Vu pour être annexé à l'arrêté N° DDT\_SEN\_2017\_07\_27\_C79  
du 27 JUIL. 2017

Pour le préfet, et par délégation  
le directeur départemental des territoires

La directrice adjointe,

  
Marion BAZAILLE-MANCHES



Plan 9: Localisation seuils 19 à 28

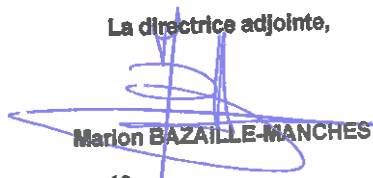


Plan 10: Localisation seuils 29 à 33

Vu pour être annexé à l'arrêté N° DDT\_SEN\_2017\_07-27-079  
du 27 JUIL. 2017

Pour le préfet, et par délégation  
le directeur départemental des territoires

La directrice adjointe,

  
Marion BAZAÏLLE-MANCHES



Plan 7: Localisation seuil 17

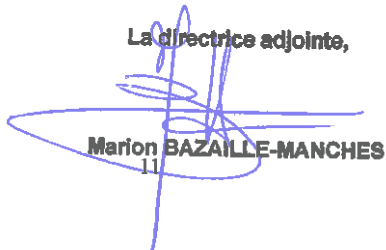


Plan 8: Localisation seuil 18

Vu pour être annexé à l'arrêté N° DDT\_SEN\_2017\_07\_17\_C 79  
 du 27 JUIL. 2017

Pour le préfet, et par délégation  
 le directeur départemental des territoires

La directrice adjointe,

  
 Marion BAZAILLE-MANCHES  
 11